

Epreuves d'accès, en 2023, au cycle préparatoire au troisième concours

Epreuve de rédaction – composition sur un sujet d'actualité politique, économique, sociale ou internationale.

Meilleure copie

Note : 17/20

Nous n'avons volontairement pas corrigé les imperfections de forme qui peuvent survenir dans chaque copie.

Démocratie et accélération du monde

Au lendemain des bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki en 1945, Jean-Paul Sartre déclarait que, pour la première fois dans son histoire, l'homme avait les moyens de sa propre destruction. Alors que la mise au point de l'arme atomique constituait l'aboutissement de formidables travaux de recherche scientifique, soit une étape supplémentaire dans la quête occidentale du progrès, c'était aussi la prise de conscience des dangers dévastateurs présentés par de tels travaux. Dans sa recherche effrénée du progrès pour toujours approfondir sa maîtrise du monde, l'homme moderne a créé les conditions de sa propre extinction. Ainsi, le projet des démocraties modernes d'émanciper l'homme par le progrès semble vite se heurter à ses propres limites.

Régime politique fondé sur la répartition de la souveraineté au sein du peuple, la démocratie est aussi un état d'esprit, une disposition, qualifiée par Alexis de Tocqueville de « passion pour l'égalité », qui contribue à l'élaboration d'un consensus en démocratie. En effet, c'est en démocratie que les hommes trouvent les meilleures conditions pour réaliser leurs aspirations (l'égalité, la liberté, la reconnaissance, la propriété, etc). Ce projet contractualiste fondateur est donc celui d'un consensus selon lequel la démocratie libérale, tournée vers la croissance et le progrès, est le régime politique le plus favorable. Dès la fin du XVIIIe siècle, ce consensus se construit sur l'idée fondamentale de progrès, soit l'idée d'un chemin progressif vers l'émancipation grâce à une succession de réformes qui permettront de toujours accroître la maîtrise par l'homme de la nature et du monde. L'objectif est de soumettre le monde aux exigences de la démocratie, à sa temporalité, son espace, ses besoins.

Toutefois, cette conception téléologique de la démocratie fondée sur le progrès, qui a connu son paroxysme pendant les Trente Glorieuses (1945-1975), se heurte depuis les années 1980 à une succession de crises, économiques, climatiques, politiques, qui constituent des signes de faiblesse du modèle démocratique conçu comme maître du monde. En effet, le monde semble reprendre le pas, imposer son propre rythme au gré des crises, et les modèles de lecture construits par la démocratie sont fragilisés.

Ainsi, interroger la démocratie face à l'accélération du monde revient à se poser la question de la temporalité de la démocratie, à la fois comme rythme et comme horizon ! Comment conserver le modèle démocratique face à l'accélération du monde ? Est-il possible de repenser la démocratie dans un nouvel horizon et un nouvel espace mieux adaptés au rythme toujours plus rapide du monde ?

L'accélération du monde semble s'imposer comme une réalité incontestable qui rattrape et fragilise la démocratie (I), impliquant de penser un nouveau consensus démocratique, dans une nouvelle temporalité et un nouvel espace (II).

I. La démocratie dépassée par l'accélération du monde

L'accélération du monde marque la fin de la maîtrise du temps par la démocratie (A) et la fragmentation de l'espace démocratique (B).

A. La fin du temps maîtrisé par la démocratie face à l'accélération du monde

La fin du consensus moderne fondé sur le progrès remet en cause le modèle démocratique occidental tel qu'il s'est construit depuis la fin du XVIII^e siècle. Alors que Condorcet vantait la « perfectibilité indéfinie de l'homme », le chantre contemporain du transhumanisme, Laurent Alexandre, dans son essai La mort dans la mort, affirme vouloir enfin accomplir pleinement le projet moderne, c'est-à-dire libérer totalement et définitivement l'homme en l'affranchissant de sa propre mortalité. Ainsi, le projet de la modernité est de rendre l'homme libre, de l'affranchir de toutes les tutelles pour enfin penser par lui-même. Dans les démocraties occidentales, ce projet s'est affirmé en faisant le choix du libéralisme, aussi bien politique qu'économique, afin d'assurer une croissance infinie, une productivité toujours accrue, une maîtrise toujours plus grande du monde afin de permettre à chacun d'accéder à la prospérité, à l'abondance. Ce modèle qui s'incarne notamment dans le compromis fordiste accélère les rythmes, de travail, de vie, de loisirs. Les machines se perfectionnent et les hommes doivent s'adapter pour suivre la machine. Les voitures sont de plus en plus rapides et performantes. Le cinéma de Jacques Tati, des Vacances de Monsieur Hulot à Playtime, est particulièrement révélateur de cette accélération du monde : les paysages changent, les villes et les grandes surfaces remplacent les villages et les champs, les voitures supplantent les tracteurs et les oiseaux. Le consensus de la démocratie libérale a permis de maîtriser le temps.

Cette maîtrise du temps du monde par la démocratie moderne est fragilisée par une succession de crises qui bouleversent les repères de la démocratie. Depuis les années 1980, les crises, pétrolières, puis économiques (1986 puis 2006) et enfin sanitaires et climatiques, déstabilisent les socles de croyance fondateurs des démocraties libérales. Empruntée au vocabulaire médical d'Aristote, la « krisis » désigne le moment de visibilité d'une contamination, de la fièvre, quand les symptômes viennent rendre visible un mal jusque-là dissimulé. La crise est ainsi la manifestation incontestable d'un mal qui ronge l'organisme. La crise économique de 2006 a mis au jour les dérives de la financiarisation du capitalisme, la crise sanitaire de 2020 a révélé la dépendance économique des démocraties occidentales à la Chine, la crise puis la guerre en Ukraine ont fait éclater la dépendance européenne aux énergies russes, et la crise écologique remet totalement en cause le modèle de développement sur lequel s'est fondée la démocratie occidentale. Factrices de déstabilisation, ces crises suscitent un sentiment d'anxiété dans les démocraties occidentales, et de repli sur soi. Ainsi, selon une étude du Secours Populaire parue fin 2022, un Français sur six redoute de basculer dans la précarité. L'abstention atteint 41% au deuxième tour de l'élection présidentielle de 2022 chez les 18-24 ans et les chefs d'entreprises s'inquiètent du phénomène de « grande démission », soit le signe d'un repli sur soi dans les démocraties occidentales, qui frappe notamment les plus jeunes. C'est le signe d'un décalage croissant entre le modèle de la démocratie occidentale et le temps du monde qui s'accélère.

B. La fragmentation de l'espace démocratique sous l'effet de l'accélération du monde

La démocratie est confrontée au surgissement de nouveaux espaces de revendication démocratique, incontrôlés, qui bouleversent les modes d'expression collective traditionnels. Ainsi, les manifestations s'étalent désormais dans un temps long, à l'instar du mouvement des Gilets jaunes ou de Nuit Debout qui a duré des mois, et les pouvoirs publics ne trouvent plus chez les manifestants d'interlocuteur identifié et expérimenté. La colère devient diffuse, disparate, dépassant le cadre traditionnel des syndicats et des partis politiques. Les réseaux sociaux font irruption dans le débat public pour diffuser encore plus la colère et ainsi atteindre des populations largement exclues de l'espace de revendication politique. Dans son essai Colère et temps en 2006, le philosophe Peter Sloterdijk théorise ainsi la « faillite des banques de colère », soit les syndicats, partis politiques, associations, qui organisaient auparavant l'expression des revendications en démocratie et canalisait la colère. Avec l'échec de ces organisations, dont la représentativité n'a cessé de dénaître, et l'expansion incontrôlable des réseaux sociaux, de nouveaux espaces démocratiques ont émergé dans les failles de l'ancien, de façon désorganisée et imprévisible. Le phénomène des casseurs en est ainsi symptomatique, soit l'expression d'une violence irrationnelle, sans programme, sans revendication, une violence nouvelle qui surgit et déstabilise la démocratie.

Cette déstabilisation de l'espace démocratique est aussi visible au niveau international, dans un monde où les frontières semblent de plus en plus fragiles. Si les frontières ne sont pas figées, elles résultent d'un consensus international. Ainsi, les frontières du monde actuel sont le fruit d'un double consensus réalisé sous l'égide de l'ONU, d'une part en 1945 pour éclater l'Allemagne et organiser la construction européenne, et d'autre part au début des années 1990 après l'effondrement du bloc soviétique pour entériner l'absence d'alternative à la démocratie occidentale. Toutefois, ce consensus est fragile et l'assise absolue de la démocratie ne semble plus incontestable. Alors que François Heisbourg évoque des tensions géopolitiques accrues autour de la Chine révélée par la crise du covid (Le retour de la guerre, 2021), l'invasion de l'Ukraine par la Russie en mars 2022 fait éclater le consensus instauré dans les années 1990. Au nom de la prétendue reformation de la « Nouvelle Russie » tsariste, Vladimir Poutine accélère le mouvement de colonisation de l'ex-URSS qu'il a engagé dans les années 2010 avec la Géorgie. L'OTAN, pourtant symbole de la victoire de la démocratie, semble impuissante face à ce mouvement qui redessine les frontières de la démocratie dans un monde toujours plus rapide.

Si la démocratie semble rattrapée, voire dépassée, par l'accélération du monde, c'est l'occasion de s'interroger sur un renouvellement du consensus démocratique qui soit adapté à la nouvelle temporalité du monde (II).

II. Elaborer un nouveau consensus démocratique face à l'accélération du monde

La démocratie doit s'adapter à l'accélération du monde en pensant une nouvelle temporalité (A) et un nouvel espace démocratiques (B).

A. Penser une nouvelle temporalité démocratique face à l'accélération du monde

Face au constat de l'accélération du monde, il convient de s'interroger sur l'horizon de la démocratie, et au-delà l'idée d'un horizon historique. Alors que Francis Fukuyama annonçait en 1989 la fin de l'histoire du fait de l'effondrement du bloc soviétique, soit la fin des alternatives à la démocratie libérale, ce postulat semble aujourd'hui largement remis en cause. Il ne s'agit plus de penser un sens de l'histoire, un aboutissement, un idéal émancipateur de la démocratie moderne, mais au contraire de s'inscrire dans une temporalité délimitée. Ainsi, le sociologue Bruno Latour définit comme « l'anthropocène »

l'ère géologique dans laquelle l'homme a acquis une maîtrise incontrôlée de la nature par la technique, et dont il s'agit désormais de sortir. Le temps n'est donc plus infini mais délimité, circonscrit. L'économiste Jérémie Ryukin en appelle ainsi à « l'ère de la résilience », ère qui ne nous permettra jamais de retrouver l'insouciance des temps d'avant, mais qui constituera la troisième Révolution industrielle autour des énergies renouvelables. L'accélération du monde implique donc de changer le logiciel de la démocratie moderne inscrite dans un temps téléologique pour adopter une nouvelle historicité dont la démocratie moderne est actuellement à un moment charnière, pour sortir du modèle de l'abondance ou de l'anthropocène, pour entrer dans celui de la résilience.

Cette nouvelle temporalité démocratique adaptée à l'accélération du monde doit s'accompagner de l'élaboration d'un nouveau modèle de civilisation. Hans Jonas considère qu'il faut énoncer un nouvel impératif adapté aux nouvelles conditions du vivant afin de « maintenir une vie authentiquement humaine sur Terre » (Le principe responsabilité, 1976). Il s'agit de refonder un modèle, non plus sur la quête effrénée de la croissance et du progrès, mais sur de nouveaux fondements compatibles avec l'accélération du monde. Dans un entretien au journal Le Monde au printemps 2022, Dennis Meadows, l'un des fondateurs du club de Rome, énonce le constat de la fin de notre civilisation, où la démocratie s'est appuyée sur un consensus économique concentré sur l'idée de croissance. Selon Meadows, ce modèle de civilisation est définitivement derrière nous car il n'a pas su intégrer le monde, l'environnement en son sein, mais plutôt qu'il s'est construit contre le monde. Cette position renvoie à celle de la « deep ecology », courant selon lequel il ne faut pas intégrer la problématique écologique au modèle actuel, c'est-à-dire le développement durable, mais appréhender le monde dans son ensemble. C'est bien l'appel lancé en 2015 par le pape François dans son encyclique « Laudato si » pour préserver la « maison commune ». L'homme, la démocratie et le monde doivent désormais être appréhendés ensemble, et non plus la démocratie contre et au-dessus du monde.

B. Penser un nouvel espace démocratique face à l'accélération du monde

Face au constat d'un espace démocratique de plus en plus fragmenté et incontrôlable, il s'agit d'inventer un nouvel espace démocratique qui soit plus adapté à la temporalité éclatée. C'est toute l'idée des conventions citoyennes telles qu'elles ont été mises en place depuis 2019, d'abord en réponse au mouvement des Gilets jaunes, ce qui a notamment abouti aux propositions de la Convention citoyenne sur le climat, partiellement reprises par la Loi climat et Résilience en 2021, ou début 2023 la Convention citoyenne sur la fin de vie. Selon le constitutionnaliste Dominique Rousseau, ces conventions citoyennes, qu'il appelle de ses vœux, participent de la « démocratie continue », c'est-à-dire la mise en place de la permanence de la démocratie hors des seuls temps électoraux. Au-delà des conventions citoyennes, la Commission nationale du débat public organise de nombreuses consultations sur des sujets d'intérêt général, notamment liées à des thématiques écologiques, comme ce fut le cas avec Notre Dame-des-Landes. L'enjeu central est de proposer un nouveau consensus démocratique adapté à l'accélération du monde, comme en témoigne le profond mouvement d'opposition à la réforme des retraites au printemps 2023, soit le constat d'un modèle démocratique rattrapé par l'accélération du monde et la déstabilisation des socles de croyances qui en découle.

Penser un nouvel espace démocratique implique aussi d'en redessiner les contours. Alors que le projet de la démocratie moderne se projetait dans un espace illimité, dans des terres inconnues avec la colonisation ou sur des planètes hors de notre système solaire, le nouvel espace démocratique doit être inscrit dans un espace plus petit. Ainsi, Bruno Latour explique dans Face à Gaïa en 2015 que l'homme moderne doit se repenser dans le contexte d'une Terre plus petite, délimitée. C'est en inscrivant la démocratie dans des espaces restreints qu'elle saura mieux s'adapter au nouveau rythme imposé par le monde. On

retrouve cette idée dans les appels de plus en plus fréquents à la sobriété, avec la limitation des vols vers des destinations lointaines, la redécouverte d'un patrimoine local malmené ou encore les politiques de soutien aux circuits courts. Ce mouvement est également à l'œuvre depuis les années 2010 dans le secteur de l'Economie sociale et solidaire. Dotée d'un cadre réglementaire depuis la loi Hamon de 2014, l'Economie sociale et solidaire, fondée des structures associatives et coopératives, représente en France 10% du PIB et 13% de l'emploi. Début 2023, l'ONU vote le Traité international sur la protection de la haute-mer, accord historique qui établit le premier cadre réglementaire à la protection de la haute-mer, soit 60% de la surface des océans dans le monde. Pour la première fois, les démocraties décident de protéger un espace non réglementé, hors de toute zone de souveraineté, ce qui semble bien le signe que la démocratie a intégré la nécessité de redéfinir notre espace politique.

L'accélération du monde déstabilise la démocratie dont le modèle est fragilisé. Le temps et l'espace ne font plus désormais l'objet d'une maîtrise absolue de la part de la démocratie libérale. L'espace démocratique se fragmente et le consensus démocratique fondé sur le progrès se délite. Aussi la démocratie doit-elle s'emparer de cette opportunité pour penser une nouvelle temporalité et un nouvel espace démocratiques adaptés à l'accélération du monde. Il s'agit de dépasser la conception téléologique de la démocratie autour du mythe fondateur du progrès et de l'abondance, pour au contraire penser la démocratie libérale comme une temporalité délimitée dans un espace plus modeste.